

Prisonnier politique, voici mon combat

■ Alors que le président congolais Joseph Kabila affiche l'intention de rester au pouvoir au-delà du terme constitutionnel de ses deux mandats, nous nous battons pour l'alternance démocratique. Au prix de notre liberté, voire de notre vie, s'il le faut!

FRED BAUMA

Prisonnier politique en RDC, membre de la Lucha.

Voilà seize mois que je croupis dans la prison centrale de Makala, à Kinshasa, en attendant mon procès. Mon tort? Avoir participé, en mars 2015, à une réunion sur l'engagement citoyen des jeunes, aux côtés d'activistes du Burkina Faso et du Sénégal. Accusé entre autres de tentative de renversement du régime et de complot contre le chef de l'Etat, je risquais – avec mon collègue Yves Makwambala – la peine de mort. C'est, s'il le faut, le prix du combat pour la démocratie que nous menons à travers le mouvement citoyen de la "Lutte pour le changement" (la Lucha). Pour comprendre cette lutte, il faut considérer l'histoire des jeunes qui la mènent, appréhender leur motivation, leurs craintes et leurs rêves.

Né il y a vingt-six ans à Goma, à l'est de la République démocratique du Congo, mon histoire est faite des violences quotidiennes, des guerres successives, des pillages, des viols et des privations. Cette histoire, c'est aussi celle de toute ma génération: ces jeunes de 18-30 ans, qui composent la majeure partie de la population congolaise. Presque tous ont connu des nuits froides, à la belle étoile, loin de leurs villages, essayant d'échapper tantôt à une milice étrangère, tantôt à ces *mai-mai* prétendument créées pour assurer l'autodéfense, tantôt encore aux exactions de ces forces "régulières" souvent impayées et incontrôlées. Des rébellions, nous en avons vues de toutes les

couleurs, avec leurs qualificatifs rivalisant de prétention: "forces démocratiques", "armées de libération", "mouvements populaires", "armées du Salut", et j'en passe. De l'AFDL au M23, les guerres se sont succédé causant des millions de morts (entre 5 et

8 millions, selon les estimations), de disparus, de réfugiés, de veuves et d'orphelins.

Pouvoir illégitime

Et du jour au lendemain, les treillis des bourreaux ont été parés de galons de protecteurs; les chefs de guerre d'hier sont devenus des gouvernants. Par la magie des accords négociés souvent hors du pays, selon les rapports de force du moment, les tueurs et les pillards se sont retrouvés "récompensés" par des postes au gouvernement et au parlement, des grades au sein de l'armée et de la police nationale ou encore de hautes fonctions au sein de l'administration et des entreprises publiques. La violence a ainsi été érigée en mode idéal d'accès au pouvoir.

Aujourd'hui encore, plusieurs politiciens pèsent plus ou moins lourd sur l'échiquier politique selon qu'ils ont été ou sont capables ou non de mobiliser leurs bases par des moyens violents. La violence, c'est aussi un moyen de faire main basse sur les innombrables ressources naturelles du pays. Ce qui permet de payer les armes et les munitions, de rémunérer les alliés, et bien sûr d'acheter l'impunité et la loyauté. Ainsi tourne la roue, ainsi va la RDC!

Le peuple, lui, souffre un peu plus chaque jour. Incapables de travailler dans une situation d'insécurité généralisée, forcés d'abandonner les vil-

lages et les champs, des millions de Congolais sont réduits à dépendre de l'aide humanitaire, à condition parfois qu'elle

puisse être acheminée dans les coins les plus reculés, sur des pistes délabrées et où pullulent des milices.

Nouvelle Constitution, une lueur d'espoir

Dans ce pays de la taille d'un continent dont toute forme d'Etat fut bien souvent absente, la mise en cause de la légitimité

des pouvoirs en place a provoqué et continue de provoquer d'incessants conflits. Au point qu'une génération entière n'a connu que des chefs rebelles comme seuls représentants de l'autorité et des organisations humanitaires comme seuls pourvoyeurs de services publics. Dès lors, la signature de l'accord cadre et inclusif de décembre 2002 fut une véritable lueur d'espoir. Le Congo allait revenir à une certaine normalité.

Trois ans plus tard, en effet, une nouvelle constitution a été présentée au peuple, avant d'être approuvée par une écrasante majorité des gens, cette constitution représentant pour ma génération de nouveaux espoirs pour une paix durable, la démocratie et le respect des droits de l'homme (y compris la parité homme-femme et toute une série de droits sociaux). Elle offrait à nouveau au peuple le pouvoir de choisir librement et souverainement ses dirigeants

à tous les niveaux. Des nombreuses dispositions de la constitution visaient essentiellement la préservation de la démocratie et la prévention des crises de légitimité récurrentes.

En attente de l'alternance démocratique

Dix ans seulement après sa promulgation, et au moment où pour la première fois depuis l'indépendance, le peuple attend impatiemment la première alternance démocratique au sommet de l'Etat; le respect de la constitution surgit au centre des débats entre, d'une part, la société civile et l'opposition et, d'autre part, la "majorité" du Président Joseph Kabila.

C'est dans ce contexte qu'à travers la Lucha, notre génération se trouve, depuis quatre ans, au cœur d'un combat pour la démocratie et les droits de l'homme. Dans un environnement où se multiplient les groupes armés, nous refusons la violence, privilégiant les manifestations pacifiques, les campagnes sur les réseaux sociaux, voire les grèves de la faim, afin de forger une jeunesse destinée à prendre son destin en main. Notre caractère pacifique et non-violent n'a pourtant pas suffi à nous mettre à l'abri de la répression. Depuis le début de l'année 2016, environ 32 militants de la Lucha ont été arrêtés arbitrairement. Nombre d'entre eux sont d'ailleurs condamnés à des peines allant jusqu'à deux ans d'emprisonnement.

Jamais dans notre

longue marche vers la démocratie et la stabilité de notre peuple, nous ne nous sommes engagés aussi loin. Certes, le cheminement du peuple congolais vers la démocratie a déjà été long et ardu, mais nous sommes désormais arrivés à un point de non-retour: aucune excuse ne disculperait notre passivité devant le tribunal de l'histoire si nous

laissons, aujourd'hui, notre peuple assister au détricotage de la constitution. Nous n'avons en effet jamais été si proches d'un ordre démocratique, un ordre prometteur d'une ère de paix.

Laisser passer cette chance, c'est se condamner à un tragique recommencement.

La RDC, mon pays, a plus que jamais besoin de l'éveil et l'action de ses filles et fils, autant que de l'aide sincère de ses partenaires internationaux pour ne pas sombrer de nouveau dans une grave crise qui aura certainement des conséquences sur toute la région ainsi que sur l'environnement.

**La RDC, mon pays,
a plus que jamais
besoin de l'éveil
et l'action de
ses filles et ses fils,
autant que de l'aide
de ses partenaires
internationaux
pour ne pas
s sombrer dans
une nouvelle crise.**